

# Rapport sur les résultats ministériels

Agence de promotion économique  
du Canada atlantique

**2018-2019**

---

L'honorable Mélanie Joly, C.P., députée  
Ministre du Développement économique et des Langues  
officielles

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre du Développement économique et des Langues officielles, 2020.

N° de catalogue : AC2-9F-PDF

ISSN : 2560-9882

# Table des matières

Message de la ministre .....	1
Aperçu de nos résultats .....	3
Résultats : ce que nous avons accompli .....	7
Responsabilité essentielle : .....	7
Développement économique au Canada atlantique.....	7
Services internes.....	14
Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines	17
Dépenses réelles .....	17
Ressources humaines réelles .....	19
Dépenses par crédit voté.....	19
Dépenses et activités du gouvernement du Canada .....	19
États financiers et faits saillants des états financiers .....	20
Renseignements supplémentaires .....	23
Renseignements ministériels.....	23
Profil organisationnel.....	23
Raison d’être, mandat et rôle : composition et responsabilités.....	24
Contexte opérationnel et risques principaux .....	24
Cadre de présentation de rapports .....	25
Renseignements connexes sur le Répertoire des programmes de l’APECA .....	26
Tableaux de renseignements supplémentaires .....	26
Dépenses fiscales fédérales.....	26
Coordonnées de l’organisation .....	26
Annexe : définitions .....	27
Notes en fin d’ouvrage.....	31

---

---

## Message de la ministre

Je suis heureuse de présenter le Rapport sur les résultats ministériels 2018-2019 de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA).

Au cours de la dernière année, les diverses organisations du portefeuille d'Innovation, Sciences et Développement économique ont travaillé ensemble sans relâche à faire du Canada un chef de file mondial de l'innovation et à bâtir une économie utile à toutes et à tous.

Nos principaux objectifs étaient – et continuent d'être – de donner aux entreprises les moyens d'exploiter leur potentiel d'innovation afin de concurrencer dans une économie mondiale fondée sur le savoir, d'améliorer les atouts économiques du Canada en appuyant les sciences et la recherche, et de promouvoir le tourisme au Canada. Ces objectifs étaient appuyés par des politiques et des programmes nouveaux et existants conçus pour aider les entrepreneurs canadiens de partout au pays et d'horizons divers à prendre de l'expansion et à percer de nouveaux marchés. Nous avons également poursuivi la mise en œuvre d'investissements pluriannuels en sciences, notamment des investissements historiques dans la recherche fondamentale, tout en dynamisant l'industrie touristique grâce au soutien d'initiatives nationales.

En 2018-2019, l'APECA a poursuivi ses efforts pour faire progresser une économie dynamique et diversifiée au Canada atlantique en appuyant les entreprises et en aidant à bâtir des collectivités solides dans toute la région, notamment les régions rurales. En plus de collaborer de façon continue avec ses partenaires fédéraux et provinciaux afin de promouvoir l'innovation, la croissance des entreprises, le tourisme et le développement des collectivités par l'intermédiaire de la Stratégie de croissance pour l'Atlantique, l'APECA a veillé à l'exécution régionale des nouvelles initiatives liées au Plan pour l'innovation et les compétences, notamment :

- le Programme de croissance économique régionale par l'innovation, afin d'aider les entreprises à croître et à devenir plus innovatrices et concurrentielles;
- la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat, afin d'appuyer le développement et l'épanouissement des femmes entrepreneures et de leurs entreprises;
- l'Initiative canadienne de transition pour l'industrie du charbon, pour aider les travailleurs et les collectivités à abandonner progressivement l'industrie du charbon;
- l'Initiative pour l'acier et l'aluminium, afin d'aider les producteurs et les utilisateurs d'acier et d'aluminium à adopter de nouvelles technologies pour accroître leur productivité et leur compétitivité et créer plus d'emplois hautement spécialisés.

Ce ne sont là que quelques exemples du travail de l'APECA au nom de la population canadienne grâce à la collaboration, au dialogue et aux partenariats partout au pays. Je vous invite à lire le rapport pour en savoir plus sur ce que nous faisons avec et pour les gens du Canada eux afin de bâtir notre nation d'innovation.



**L'honorable Mélanie Joly**

Ministre du Développement économique et des Langues officielles

## Aperçu de nos résultats

Dépenses réelles totales en 2018-2019	Équivalents temps plein réels en 2018-2019
349 597 552 \$	572

En 2018-2019, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) a investi dans des projets stratégiques partout au Canada atlantique et a poursuivi ses efforts pour faire progresser le Plan pour l'innovation et les compétences, une approche pangouvernementale pluriannuelle visant à faire du Canada l'un des pays les plus innovants au monde et à promouvoir une culture de l'innovation d'un océan à l'autre, ainsi que la Stratégie de croissance pour l'Atlantique, qui vise à stimuler le développement économique au Canada atlantique en produisant des résultats concrets et mesurables dans les domaines prioritaires.

En collaboration avec d'autres agences de développement régional et Innovation, Sciences et Développement économique Canada, l'APECA a mis en œuvre le Programme de croissance économique régionale par l'innovation (CERI), un programme régional coordonné à l'échelle nationale conçu pour créer un climat d'entreprise propice à l'innovation, à la croissance et à la compétitivité. Ce programme est axé sur deux domaines clés pour répondre aux besoins des entreprises : l'expansion et la productivité des entreprises, et la création, le développement et le maintien d'écosystèmes d'innovation régionaux inclusifs.

L'Agence a également lancé diverses initiatives nationales annoncées dans le budget de 2018, notamment la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat (SFE) et ses deux volets : le Fonds pour l'écosystème de la SFE, qui vise à renforcer la capacité et à combler les lacunes dans les services fournis aux femmes entrepreneures, et le Fonds pour les femmes en entrepreneuriat, qui vise à aider les entreprises appartenant à des femmes et dirigées par des femmes à se développer et à percer les marchés d'exportation. L'APECA a également lancé deux autres initiatives : l'Initiative pour l'acier et l'aluminium pour les petites et moyennes entreprises (PME) œuvrant dans la chaîne d'approvisionnement canadienne en acier et en aluminium, afin de soutenir les projets qui augmentent la productivité, accroissent la compétitivité et créent davantage d'emplois hautement spécialisés par l'adoption de nouvelles technologies novatrices; et l'Initiative canadienne de transition pour l'industrie du charbon, en collaboration avec Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, afin d'aider les travailleurs et les collectivités de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick touchés par la fermeture future des centrales électriques au charbon dans la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

L'approche axée sur le client de l'APECA lui a non seulement permis de servir ses clients, mais aussi de les orienter vers d'autres programmes et services fédéraux. Une [évaluation récente](#) a révélé que l'APECA offre un soutien unique pour relever les défis économiques régionaux, tels que le déclin de la main-d'œuvre et les lacunes sur le plan des compétences, et que les programmes permettent d'atteindre les résultats clés escomptés. L'évaluation précise également que l'APECA est un partenaire de confiance précieux dans le développement économique du Canada atlantique.<sup>1</sup>

En 2018-2019, l'Agence s'est concentrée sur des priorités clés telles que la fabrication de pointe, la croissance propre, l'alimentation, le tourisme, les compétences, le développement économique des Autochtones, les océans, les écosystèmes d'innovation et l'immigration. Parmi ses activités, mentionnons les suivantes :

**Technologies** : L'APECA a investi près de 81 millions de dollars dans 186 projets afin de soutenir la mise au point, la commercialisation et l'adoption de technologies novatrices. Dans ces efforts, l'Agence a favorisé les partenariats et la collaboration entre le secteur privé et les organismes de recherche et de soutien aux entreprises, et elle a versé 5,8 millions de dollars à quatorze accélérateurs et incubateurs d'entreprises de la région afin de combler les lacunes en matière d'appui aux jeunes entreprises.

- Grâce à l'appui financier de l'APECA, l'entreprise Sustane Technologies Inc. de la Nouvelle-Écosse s'est procuré une technologie propre qui convertit les déchets municipaux en produits combustibles propres et en matériaux recyclables. Cette initiative favorisera la création d'emplois, le développement d'énergies durables et abordables, ainsi que d'importantes possibilités d'exportation.
- L'APECA a appuyé le Smart Grid Innovation Network, un partenariat collaboratif entre Énergie NB, l'Université du Nouveau-Brunswick et Siemens Canada. Le partenariat s'est concentré sur l'élaboration, la mise à l'essai et la commercialisation de technologies prêtes pour le réseau intelligent qui faciliteront l'intégration d'énergies renouvelables dans le réseau électrique et réduiront les émissions de gaz à effet de serre.

**Entreprises** : L'APECA a contribué à la croissance d'entreprises concurrentielles à l'échelle mondiale en investissant plus de 128 millions de dollars dans 764 projets afin de soutenir la création de produits et de services, l'adoption et l'adaptation de technologies de pointe, ainsi que l'acquisition de compétences et d'une connaissance du marché. L'APECA a soutenu les plans de croissance axés sur les entreprises par l'intermédiaire de la Service de croissance accélérée, collaboré avec des partenaires fédéraux et provinciaux pour mettre en œuvre la Stratégie pluriannuelle de croissance du commerce et des investissements en Atlantique, et aidé les entreprises et les exploitants touristiques à se développer grâce à l'Entente sur le tourisme dans la région de l'Atlantique.

- L'APECA a aidé l'entreprise de fabrication d'aliments New Leaf Essentials Ltd. de l'Île-du-Prince-Édouard à investir dans du nouvel équipement afin de transformer des graines séchées en un produit vendu sur le marché des ingrédients d'aliments pour animaux de compagnie du Canada et des États-Unis, favorisant ainsi une automatisation plus poussée et une expansion sur de nouveaux marchés.
- Grâce à l'appui de l'APECA, l'entreprise Ocean Choice International de Terre-Neuve-et-Labrador a installé une chaîne de production industrielle innovante sur un nouveau chalutier. Cette nouvelle chaîne a amélioré les capacités de récolte et de production de l'entreprise tout en réduisant son impact environnemental global.

**Collectivités** : L'APECA a favorisé la croissance inclusive en investissant plus de 70 millions de dollars dans 399 projets visant à développer et à diversifier les collectivités. L'Agence a aidé à attirer et à garder des talents internationaux, a soutenu des investissements stratégiques pour aider les collectivités à s'adapter à l'évolution de la situation économique, et a collaboré avec les



gouvernements, les entreprises et les intervenants des collectivités afin de stimuler la croissance économique des communautés autochtones.

- En 2018, l'APECA a appuyé l'élargissement du programme Étudier pour m'y établir afin qu'il soit offert dans tout le Canada atlantique. Ce programme est conçu pour recruter des étudiants étrangers et les fidéliser à titre de résidents permanents du Canada atlantique après leurs études postsecondaires. Une cohorte de plus de 150 étudiants étrangers dans les quatre provinces de l'Atlantique a été recrutée dans des pays tels que la Chine, l'Inde et les Philippines.
- Grâce à un financement de l'APECA, la Confédération des Mi'kmaq de l'Île-du-Prince-Édouard a mis au point des initiatives pour faire progresser les entreprises sociales dans les collectivités des Premières Nations de l'Île-du-Prince-Édouard et en créer de nouvelles. Elle a aussi fourni un soutien à l'entrepreneuriat autochtone et accru le nombre d'offres de produits et les compétences entrepreneuriales des exploitants et vendeurs touristiques autochtones.

Pour en savoir plus sur les plans, les priorités et les résultats atteints de l'APECA, consulter la section « [Résultats : ce que nous avons accompli](#) » du présent rapport.



## Résultats : ce que nous avons accompli

### Responsabilité essentielle :

### Développement économique au Canada atlantique

#### Description

Soutenir la croissance économique, la création de richesse et la prospérité économique au Canada atlantique en misant sur la croissance propre et inclusive et sur les avantages concurrentiels régionaux. Favoriser la croissance des PME en leur offrant une aide financière directe ou indirecte par l'intermédiaire d'organismes de soutien aux entreprises. Les PME deviennent plus novatrices lorsqu'elles adoptent de nouvelles technologies et de nouveaux procédés et lorsqu'elles explorent de nouvelles possibilités d'expansion et de diversification des marchés afin de faire concurrence et de réussir sur un marché mondial.

#### Résultats

En 2018-2019, l'APECA a concrétisé les priorités du gouvernement du Canada et, par l'intermédiaire du Plan pour l'innovation et les compétences du Canada et des programmes et initiatives du portefeuille, a travaillé avec les entreprises du Canada atlantique afin de relever les défis et de tirer parti des possibilités d'aujourd'hui, de renforcer la compétitivité de la région sur la scène mondiale, ainsi que de créer une culture de l'innovation. L'APECA a servi de catalyseur au développement économique et de rassembleur de partenaires pour mener des actions communes. Grâce aux programmes existants et nouveaux adaptés à la région, l'Agence a aidé les entreprises à prendre de l'expansion, à développer de nouveaux marchés et à adopter de nouvelles technologies et de nouveaux procédés dans des secteurs clés tels que les océans, l'alimentation, l'aquaculture, les technologies propres, le tourisme et les entreprises en démarrage. Elle a aidé les collectivités à diversifier leurs économies tout en exploitant les possibilités offertes aux immigrants, aux Autochtones, aux femmes et aux jeunes. L'Agence a également aidé les entreprises de la région de l'Atlantique à avoir un meilleur accès aux investissements fédéraux et à en tirer parti au moyen de programmes nationaux tels que le Fonds stratégique pour l'innovation et le Programme d'aide à la recherche industrielle. La solide culture de collaboration de l'APECA a été démontrée par de nombreuses initiatives, notamment la Stratégie de croissance pour l'Atlantique et la production de rapports et de documents d'orientation clés tels que le [rapport sur les résultats de la deuxième année](#) de la Stratégie de croissance pour l'Atlantique<sup>ii</sup>.

#### **Les entreprises investissent dans le développement et la commercialisation de technologies innovantes au Canada atlantique**

En 2018-2019, l'APECA a investi dans la création, la croissance et le maintien d'écosystèmes régionaux inclusifs qui répondent aux besoins des entreprises et favorisent un environnement entrepreneurial propice à l'innovation, à la croissance et à la compétitivité. L'Agence a aidé à rapprocher le monde des affaires et les PME de la région des occasions offertes par la Supergrappe de l'économie océanique et le nouveau pôle de sécurité des données électroniques.

L'Agence a encouragé les partenariats et la collaboration entre le secteur privé et les organismes de soutien à la recherche et aux entreprises, ainsi qu'avec les établissements d'enseignement supérieur, afin de favoriser la mise au point et la commercialisation de nouvelles technologies dans les secteurs prioritaires. Les efforts de l'Agence ont permis d'amplifier les investissements du secteur privé en matière de recherche et de technologies innovantes dans la région. En effet, la valeur des dépenses en recherche-développement des entreprises bénéficiant d'un financement de l'APECA a atteint une moyenne de 86,7 millions de dollars en 2018-2019, dépassant l'objectif de 66 millions de dollars fixé par l'Agence.

En partenariat avec les entreprises du Canada atlantique, les intervenants, l'industrie, les établissements et les partenaires fédéraux, l'APECA a aidé la région à se classer parmi les quinze écosystèmes les plus importants au monde en ce qui concerne la capacité des jeunes entreprises à obtenir des fonds et à embaucher une main-d'œuvre qualifiée. Le Canada atlantique s'est également retrouvé au premier rang mondial en matière de financement de départ par entreprise en démarrage et s'est classé au quatrième rang mondial pour les écosystèmes à forte croissance en phase d'activation.<sup>1</sup> En 2018-2019, l'Agence a comblé les lacunes en matière de soutien aux entreprises en démarrage en collaborant avec les accélérateurs et les incubateurs d'entreprises du Canada atlantique, en fournissant un soutien ciblé pour favoriser la culture entrepreneuriale, en créant une chaîne de financement solide et en veillant à ce que les entreprises en démarrage soient sur la voie de la mondialisation.

L'Agence a également joué un rôle clé en aidant les entreprises et les collectivités à adopter des technologies propres et à sensibiliser le public aux possibilités offertes par le secteur des technologies propres au Canada atlantique. Conformément aux engagements pris par le gouvernement du Canada d'aider les collectivités à faire la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, en 2018-2019, l'APECA a investi plus de 34 millions de dollars dans des projets de développement économique favorisant la mise au point, la commercialisation, l'exportation et l'adoption de technologies propres, ainsi que dans l'expansion des entreprises de technologies propres.

Avec ces activités, l'APECA a soutenu la mise au point de nouvelles technologies et d'un écosystème régional d'entreprises en démarrage efficace. Par exemple :

- Un partenariat entre l'APECA, le Conseil national de recherches, la Province du Nouveau-Brunswick et le Collège communautaire du Nouveau-Brunswick a été établi afin de créer une nouvelle capacité de recherche pour la mise au point de solutions technologiques de soudage assisté par ordinateur permettant de réduire les pertes de productivité et d'améliorer la compétitivité globale des PME de la région.
- Le Genesis Centre de Terre-Neuve-et-Labrador a mis en œuvre une initiative de microfinancement pour les jeunes entreprises en démarrage axées sur la technologie ainsi que pour les femmes dans le secteur des technologies. Cela répondait à un besoin immédiat d'accès aux investissements de démarrage et servait de catalyseur pour la croissance future.
- Des programmes de croissance des entreprises et de préparation des investisseurs ont été offerts au Creative Destruction Lab de l'Université Dalhousie. Le laboratoire propose à

---

<sup>1</sup> Startup Genome, Global Startup Ecosystem Report 2019, <https://startupgenome.com/reports>.

l'échelle nationale un programme de démarrage destiné à des entreprises évolutives et axées sur la science. Ces efforts ont appuyé environ 24 entreprises en démarrage en 2018-2019.

- La Startup Zone de l'Île-du-Prince-Édouard a accueilli Invest Atlantic 2018, un événement de deux jours axé sur la mobilisation de capitaux de croissance. Les entreprises en démarrage du Canada atlantique ont été mises en contact avec des investisseurs locaux, nationaux et internationaux, ont appris à faire évoluer leur entreprise, ont discuté de pratiques exemplaires et ont réseauté afin de former des partenariats.

## **Les entreprises sont innovantes et en croissance au Canada atlantique**

L'APECA a aidé des entreprises à divers stades de développement à accélérer leur croissance, à se développer et à améliorer leur productivité et leur compétitivité sur les marchés nationaux et mondiaux. Les entreprises appuyées par les programmes de l'APECA ont signalé de forts taux de croissance du chiffre d'affaires, supérieurs à l'objectif fixé, à un taux moyen de 9 % en 2018-2019.<sup>2</sup> Pour aider à accroître le potentiel des entreprises du Canada atlantique et à les développer, l'Agence, en collaboration avec des partenaires fédéraux et provinciaux, a ciblé un soutien stratégique pour les entreprises à fort potentiel dans le cadre du Service de croissance accélérée, permettant à 24 entreprises à fort potentiel de s'inscrire au service avant la fin de 2018-2019. L'Agence s'est également concentrée sur le développement des talents et des besoins des entreprises sur le marché du travail.

Dans le cadre de la Stratégie de croissance du commerce et des investissements en Atlantique, qui investit 20 millions de dollars de sources fédérales et provinciales sur cinq ans (de 2017 à 2022), l'Agence a appuyé 25 projets, dont 19 missions commerciales regroupant plus de 300 participants, afin d'aider les entreprises à accroître leurs exportations et à se diversifier sur de nouveaux marchés. Ces efforts ont contribué au développement des entreprises du Canada atlantique, la valeur des exportations de biens du Canada atlantique ayant atteint un sommet de 26,4 milliards de dollars en 2018-2019, dépassant l'objectif de 19,5 milliards de dollars fixé par l'Agence.

En adoptant une approche touristique panatlantique, l'APECA, Destination Canada et les quatre gouvernements provinciaux ont collaboré afin de créer des moyens novateurs de renforcer le secteur du tourisme dans la région. Dans le cadre de l'Entente sur le tourisme dans la région de l'Atlantique et de l'Initiative de commercialisation pour l'accroissement du tourisme international, les opérateurs touristiques ont élargi leur offre pour cibler des marchés internationaux rentables, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni et les principaux marchés d'outre-mer. De plus, dans le cadre de l'Initiative de commercialisation pour l'accroissement du tourisme international, l'APECA et les quatre provinces de l'Atlantique ont examiné les possibilités de croissance sur les marchés d'outre-mer non traditionnels et ont offert une formation sur la manière d'attirer et d'accueillir les touristes chinois, et de travailler avec eux.

Tout au long de l'année, l'Agence a veillé à ce que les politiques, les programmes et les règlements fédéraux tiennent compte des intérêts du Canada atlantique au moyen d'activités de défense des intérêts dans des domaines prioritaires tels que l'approvisionnement en matière de

<sup>2</sup> Une moyenne sur cinq ans est utilisée pour calculer la croissance du chiffre d'affaires. Pour l'exercice 2018-2019, la période de 2013 à 2017 est utilisée.

défense, le tourisme et la croissance propre. L'Agence a également collaboré avec l'Office de l'énergie de l'Atlantique pour s'attaquer aux problèmes qui ont une incidence sur la compétitivité de l'industrie pétrolière et gazière de la région. Par exemple, l'Agence a aidé à organiser plus de 580 réunions entre des intervenants du Canada atlantique – y compris des PME et d'importants entrepreneurs mondiaux du secteur de la défense et de l'aérospatiale – afin qu'ils puissent tirer parti des investissements potentiels liés aux importantes occasions d'approvisionnement de la Garde côtière et de la défense sous le régime de la Politique canadienne des retombées industrielles et technologiques.

L'APECA a favorisé l'adoption de technologies de fabrication de pointe et les activités commerciales entre le Canada atlantique et les marchés internationaux. Par exemple :

- Des ateliers sur l'automatisation de la production alimentaire ont été organisés dans chaque province de l'Atlantique afin de faire connaître aux entreprises locales les solutions et les fournisseurs de technologies d'automatisation. Près de 370 fonctionnaires, intervenants de l'industrie et fournisseurs de technologies ont assisté à ces ateliers.
- Lors d'une mission commerciale du Canada atlantique en Chine en novembre 2018, en collaboration avec des partenaires fédéraux et provinciaux, l'APECA a fait la promotion des secteurs de l'alimentation, de la croissance propre, de l'éducation et du tourisme de la région. Plus de 70 entreprises et organismes régionaux ont participé à la mission.
- Grâce à l'appui de l'APECA, l'Ocean Technology Council of Nova Scotia a lancé une initiative pluriannuelle visant à faire de la conférence annuelle H<sub>2</sub>O à Halifax un événement commercial international majeur axé sur le développement des exportations dans le secteur des technologies océaniques du Canada atlantique. La conférence H<sub>2</sub>O a pris de l'ampleur au cours des dernières années et a accueilli des représentants de quatorze pays en 2019.

### **Les collectivités sont diversifiées sur le plan économique au Canada atlantique**

En 2018-2019, l'APECA a investi dans la diversification économique des collectivités afin de promouvoir l'inclusion de groupes tels que les femmes, les nouveaux arrivants, les Autochtones, les travailleurs jeunes et âgés et les personnes handicapées dans l'économie du Canada atlantique. L'APECA a atteint ses objectifs en matière d'inclusion, et la diversification économique a été démontrée par le pourcentage d'emplois professionnels, scientifiques et technologiques dans la région. Ces emplois représentaient 32 % de l'ensemble des emplois de l'économie du Canada atlantique (légèrement au-dessus de l'objectif de 31 % fixé par l'Agence). De plus, le montant attiré par dollar investi par l'APECA dans des projets communautaires a atteint 1,32 dollars en 2018-2019, soit un résultat supérieur à l'objectif de 1,17 dollars.

Par l'intermédiaire du volet Fonds pour les femmes en entrepreneuriat de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat, l'APECA a approuvé 18 projets d'un montant total de 1,8 million de dollars dans la région de l'Atlantique. L'Agence a joué un rôle de premier plan dans l'établissement de partenariats stratégiques avec des ministères fédéraux clés tels qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et les provinces de l'Atlantique, en faisant la promotion du Programme pilote d'immigration au Canada atlantique et en élargissant le programme Étudier pour m'y établir. Elle a appuyé le Cadre fédéral pour le développement économique des Autochtones en collaborant étroitement avec les dirigeants et les entreprises autochtones, les

gouvernements des provinces de l'Atlantique et Services aux Autochtones Canada. L'Agence a également appuyé diverses priorités de développement économique des Autochtones dans la région, notamment la recherche en développement économique et le développement des compétences en affaires des Autochtones. Au total, l'Agence a investi 10,5 millions de dollars dans 46 projets.

Une [évaluation récente](#) a révélé que les programmes de l'APECA répondent aux priorités du gouvernement du Canada en matière de développement économique rural en aidant les collectivités à tirer parti des possibilités et des défis en matière de développement économique, et en soutenant les entreprises consolidées et élargies. Cette même évaluation précise que les programmes ont soutenu les priorités par l'intermédiaire de projets visant des groupes de diversité, tels que les femmes, les communautés autochtones et les minorités linguistiques. En 2018-2019, l'Agence a approuvé un financement total de 1,1 million de dollars provenant de l'Initiative de développement économique pour la réalisation de seize projets dans des communautés de langue officielle en situation minoritaire, principalement dans des collectivités francophones rurales. De plus, l'appui de l'APECA au réseau des Corporations au bénéfice du développement communautaire (CBDC) s'est traduit par 1 361 prêts d'une valeur de 73,4 millions de dollars et par l'obtention de 65 millions de dollars supplémentaires pour la création et l'expansion de petites entreprises dans les collectivités rurales du Canada atlantique. Sur ces 73,4 millions de dollars, 41 % ont été versés à des entreprises en démarrage, aidant ainsi 579 entreprises.

L'APECA a aidé des partenaires à soutenir les femmes entrepreneures et à attirer et garder des travailleurs qualifiés du monde entier au Canada atlantique.

- Au Nouveau-Brunswick, l'APECA a appuyé SomaDetect, une entreprise en démarrage appartenant à des femmes dans le secteur agroalimentaire de pointe. Cette entreprise primée validera sa technologie de capteur en réalisant une étude de cas et créera du matériel promotionnel soulignant la capacité du produit à prévenir les maladies chez les vaches, aidant ainsi les propriétaires de grandes fermes laitières à économiser de l'argent qu'ils utiliseront ensuite pour développer les marchés d'exportation.
- À Terre-Neuve-et-Labrador, l'APECA a aidé l'Association for New Canadians à établir des bureaux satellites dans une région très rurale, lui permettant d'aider les employeurs et les employés à élaborer un plan d'établissement, à mettre en œuvre une série de mesures de soutien et à assurer la liaison avec les employeurs et les organismes offrant des services aux nouveaux arrivants avant leur arrivée.

## Résultats atteints

Résultats ministériels	Indicateurs de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2018-2019	Résultats réels 2017-2018	Résultats réels 2016-2017
Les collectivités sont diversifiées sur le plan économique au Canada atlantique	Pourcentage de PME dont les propriétaires majoritaires sont des femmes, des Autochtones, des jeunes, des membres de minorités visibles et des personnes handicapées au Canada atlantique	14,7 % (femmes), 1,3 % (Autochtones), 10,5 % (jeunes) et 2 % (membres de minorités visibles); l'exercice 2018-2019 sera utilisé comme année de référence pour les personnes handicapées et une cible sera établie pour 2019-2020.	31 mars 2019	17,1 % (femmes), 1,1 % (Autochtones), 10,6 % (jeunes), 4,5 % (membres de minorités visibles) et 0,3 % (personnes handicapées)	Non disponibles <sup>3</sup>	Non disponibles <sup>3</sup>
	Pourcentage de postes professionnels, scientifiques et technologiques dans l'économie du Canada atlantique	31 %	31 mars 2019	32 %	32 %	31 %
	Effet de levier par dollar investi par l'APECA dans des projets communautaires	1,17 \$	31 mars 2019	1,32 \$	1,37 \$	1,17 \$
Les entreprises investissent dans la mise au point et la commercialisation de technologies innovantes au Canada atlantique	Valeur des dépenses en recherche-développement (en dollars) des entreprises qui reçoivent des fonds par l'intermédiaire des programmes de l'APECA	66 millions de dollars	31 mars 2019	86,7 millions de dollars	Non disponibles <sup>3</sup>	Non disponibles <sup>3</sup>
	Pourcentage d'entreprises qui collaborent avec des établissements d'enseignement supérieur au Canada atlantique	L'exercice 2018-2019 servira d'année de référence et une cible sera établie pour l'exercice 2019-2020.	31 mars 2019	18 %	Non disponibles <sup>3</sup>	Non disponibles <sup>3</sup>
Les entreprises sont innovantes et en croissance au Canada atlantique	Nombre d'entreprises à forte croissance au Canada atlantique	790 <sup>4</sup>	31 mars 2019	Non disponibles <sup>4</sup>	Non disponibles <sup>4</sup>	Non disponibles <sup>4</sup>
	Valeur des exportations de biens (en dollars) du Canada atlantique	19,5 milliards de dollars	31 mars 2019	26,4 milliards de dollars	24,8 milliards de dollars	19,5 milliards de dollars
	Valeur des exportations de technologies propres (en dollars) du Canada atlantique	Non disponibles <sup>3</sup>	31 mars 2019	Non disponibles <sup>3</sup>	Non disponibles <sup>3</sup>	Non disponibles <sup>3</sup>

<sup>3</sup> Non disponibles. Certaines données ne sont pas disponibles, car a) l'indicateur était nouveau pour l'exercice 2018-2019 et les données des exercices précédents ne sont pas disponibles pour cet indicateur, ou b) il y a un décalage dans les données statistiques, ce qui signifie que ces données sont disponibles uniquement pour une période précise antérieure à l'exercice financier.

<sup>4</sup> Statistique Canada a modifié sa méthodologie de mesure du nombre d'entreprises à forte croissance selon le chiffre d'affaires, et les données historiques n'ont pas encore été révisées. La cible avait été fixée à l'aide de la méthodologie précédente. La cible et les résultats pour cet indicateur seront modifiés dans le Plan ministériel 2020-2021 en fonction des changements apportés à la méthodologie de Statistique Canada.



Résultats ministériels	Indicateurs de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2018 2019	Résultats réels 2017 2018	Résultats réels 2016 2017
	Taux de croissance du chiffre d'affaires des entreprises qui reçoivent du soutien par l'intermédiaire des programmes de l'APECA	8 %	31 mars 2019	9 %	7 %	7 %

### Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2018 2019	Dépenses prévues 2018 2019	Autorisations totales pouvant être utilisées 2018 2019	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2018 2019	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2018 2019
300 441 040	300 441 040	341 646 917	323 354 426	22 913 386

### Ressources humaines (équivalents temps plein)

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2018 2019	Nombre d'équivalents temps plein réels 2018 2019	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2018 2019
391	378	(13)

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de l'APECA sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#).<sup>iii</sup>

## Services internes

### Description

On entend par services internes les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services de soutien aux programmes ou qui sont requis pour respecter les obligations d'une organisation. Les services internes renvoient aux activités et aux ressources de dix catégories de services distinctes qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, sans égard au modèle de prestation des services internes du ministère. Les dix catégories de services sont :

- services de gestion des acquisitions;
- services de communication;
- services de gestion des finances;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion de l'information;
- services de technologies de l'information;
- services juridiques;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion et de surveillance;
- services de gestion des biens.

### Résultats

L'APECA a continué à viser l'excellence au moyen d'initiatives organisationnelles donnant priorité à la simplification et à l'amélioration des processus et des systèmes. Par exemple, l'Agence a numérisé ou simplifié ses processus liés à la gestion des factures, aux approbations de voyage, à la gestion des véhicules, à la vérification après paiement et au traitement des propositions de clients, tout en offrant les services Wi-Fi du gouvernement du Canada dans ses principaux bureaux régionaux afin de soutenir un milieu de travail plus moderne et mobile. En outre, elle a collaboré avec d'autres agences de développement régional pour améliorer l'efficacité de l'exécution des programmes et des services offerts à la population canadienne, notamment en élaborant une plateforme logicielle commune pour la gestion des programmes de subventions et de contributions.

L'APECA a continué d'améliorer le bien-être au travail en mettant en œuvre le Plan d'action de l'Agence en matière de santé mentale à l'appui de la Stratégie pour la fonction publique fédérale sur la santé mentale en milieu de travail. Grâce aux initiatives clés lancées au cours de la dernière année, les employés ont accès à des outils aidant à réduire le stress, à accroître la résilience, à améliorer le travail d'équipe, à renforcer les compétences en leadership et à fournir une rétroaction efficace. Par exemple, l'Agence a lancé une initiative sur la pleine conscience pour tous les employés afin de réduire le stress, d'accroître la résilience, d'améliorer le travail en équipe et de renforcer les compétences en leadership. Elle a aussi mis en œuvre une plateforme d'apprentissage en ligne liée à son Programme d'aide aux employés dans le but de promouvoir le bien-être et un milieu de travail positif et productif.

L'APECA a également mis l'accent sur la mise en œuvre d'une approche plus solide pour la planification des ressources humaines, y compris des processus et des outils normalisés, afin d'assurer une approche cohérente dans l'ensemble de l'Agence. Cette nouvelle approche facilitera le recrutement et la planification de la relève et permettra à l'Agence de répondre à ses priorités opérationnelles. Les valeurs et l'éthique demeurent au cœur de la culture organisationnelle de l'APECA, qui a lancé une campagne sur les valeurs et l'éthique à l'échelle de l'Agence afin de sensibiliser tous les niveaux de l'organisme et de promouvoir un dialogue ouvert à tous ces niveaux.

À l'appui de la prise de décisions fondées sur des données probantes, l'APECA a continué d'accorder une grande importance aux résultats et aux répercussions en améliorant les profils et les outils d'information sur le rendement, la mesure continue du rendement et l'évaluation de ses programmes et services. Elle a également entrepris une **évaluation** de son programme Développement des collectivités et croissance inclusive qui comprenait la majorité des dépenses de l'APECA en développement des collectivités. De plus, l'Agence a participé à une évaluation horizontale du Programme de développement des collectivités dirigée par ISDE.

L'APECA a veillé à ce que ses activités clés et ses ressources budgétaires demeurent conformes aux priorités du gouvernement du Canada et au mandat de l'Agence. Elle a intégré les considérations relatives aux ressources humaines, à la gestion financière, à la gestion des risques, à la mesure du rendement et à l'évaluation dans ses processus de planification et de prise de décisions.

#### Expérimentation

En 2018-2019, l'APECA a continué à trouver de nouvelles façons de travailler différemment et plus efficacement pour améliorer ses services à la clientèle. Elle a mené une initiative visant à réduire le processus d'évaluation et d'approbation des projets commerciaux. Cette initiative a abouti à une réduction du temps de traitement, soit de 182 à 47 jours, laissant plus de temps au personnel pour fournir une assistance et des conseils aux clients. Compte tenu de ces succès, l'APECA prévoit utiliser cette approche pour les projets non commerciaux dans l'avenir. En outre, l'Agence a fait l'essai d'une « Initiative à résultats rapides sur 100 jours » pour moderniser ses politiques et son manuel de procédures, ce qui a permis de créer un guide simplifié et convivial.

#### Ressources financières budgétaires (en dollars)

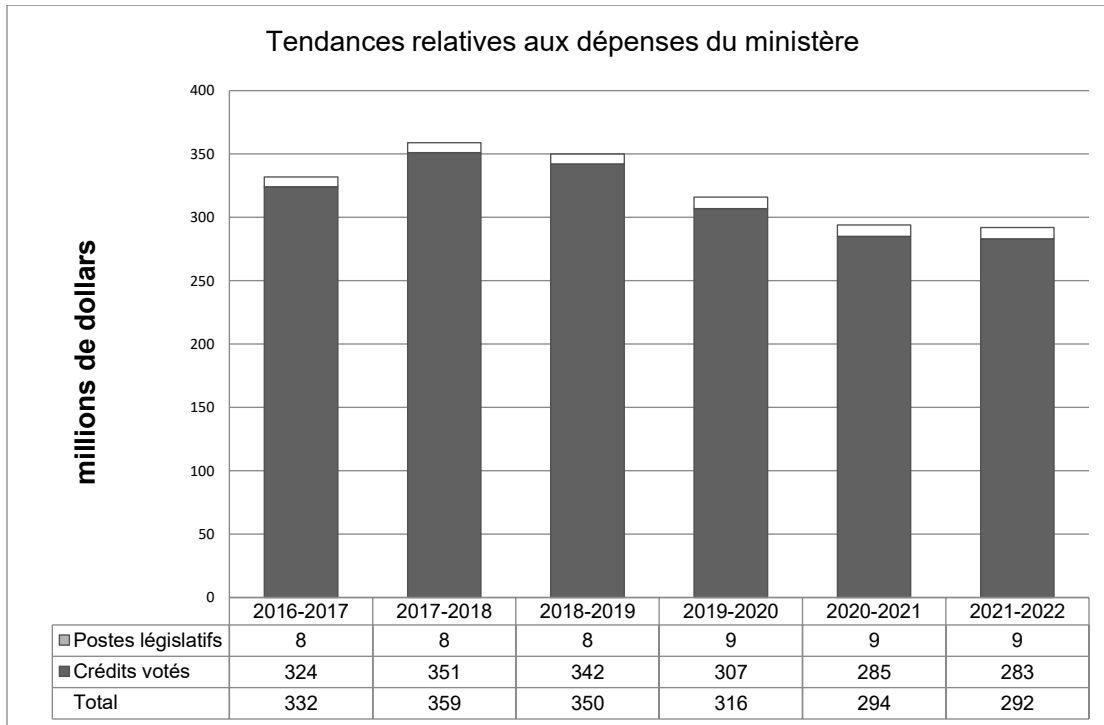
Budget principal des dépenses 2018 2019	Dépenses prévues 2018 2019	Autorisations totales pouvant être utilisées 2018 2019	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2018 2019	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2018 2019
26 917 122	26 917 122	27 297 945	26 243 126	(673 996)

### Ressources humaines (équivalents temps plein)

<b>Nombre d'équivalents temps plein prévus 2018 2019</b>	<b>Nombre d'équivalents temps plein réels 2018 2019</b>	<b>Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2018 2019</b>
199	194	(5)

## Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines

### Dépenses réelles



Dépenses réelles : 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019. Dépenses prévues : 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022.

Les dépenses prévues pour 2020-2021 et 2021-2022 ne comprennent pas les excédents liés au recouvrement de contributions remboursables, car les décisions relatives à l'excédent de recouvrements pouvant être réinvestis par l'Agence sont prises plus tard au cours du cycle financier.

En 2018-2019, les dépenses de l'Agence étaient inférieures de 9 millions de dollars à celles de l'exercice précédent, principalement en raison des changements apportés aux autorisations suivantes :

- une augmentation de 9,2 millions de dollars des fonds temporaires annoncés dans le budget de 2018 à l'appui du Programme de croissance économique régionale par l'innovation;
- une augmentation de 8,9 millions de dollars de l'excédent des recouvrements liés au réinvestissement des contributions remboursables;
- une diminution de 16,6 millions de dollars liés à la fin du financement du Programme d'infrastructure communautaire de Canada 150;
- une diminution de 4,9 millions de dollars liée à la fin du financement annoncé dans le budget de 2014 pour le programme d'intervention contre la propagation de la tordeuse des bourgeons de l'épinette;

- une diminution de 1,9 million de dollars du financement temporaire annoncé dans le budget de 2017 afin de promouvoir et de faire progresser une économie axée sur l'innovation et le savoir au Canada atlantique;
- une diminution de 1,8 million de dollars annoncée dans le budget de 2018 pour un transfert à Ressources naturelles Canada en vue d'établir des mesures d'intervention visant à prévenir la propagation de la tordeuse des bourgeons de l'épinette dans les forêts des provinces de l'Atlantique;
- divers rajustements en raison de variations survenues dans le cours normal des activités.

Entre 2019-2020 et 2021-2022, la diminution des dépenses prévues est principalement attribuable au montant transféré du ministère de la Défense nationale à l'appui du Forum d'Halifax sur la sécurité internationale, à la disparition progressive du soutien à des projets précis d'innovation, de commercialisation et de développement des collectivités au Nouveau-Brunswick, et à l'exclusion des montants excédentaires des recouvrements liés au réinvestissement des contributions remboursables, comme il est expliqué dans la note du graphique ci-dessus.

### Sommaire du rendement budgétaire pour la responsabilité essentielle et les services internes (en dollars)

Responsabilité essentielle et services internes	Budget principal des dépenses 2018-2019	Dépenses prévues 2018-2019	Dépenses prévues 2019-2020	Dépenses prévues 2020-2021	Autorisations totales pouvant être utilisées		Dépenses réelles (autorisations utilisées)	
					2018	2019	2017-2018	2016-2017
Développement économique au Canada atlantique	300 441 040	300 441 040	289 063 006	267 187 006	341 646 917	323 354 426	332 744 431	307 684 045
<b>Total partiel</b>	<b>300 441 040</b>	<b>300 441 040</b>	<b>289 063 006</b>	<b>267 187 006</b>	<b>341 646 917</b>	<b>323 354 426</b>	<b>332 744 431</b>	<b>307 684 045</b>
Services internes	26 917 122	26 917 122	26 553 941	26 501 876	27 297 945	26 243 126	26 241 166	24 681 457
<b>Total</b>	<b>327 358 162</b>	<b>327 358 162</b>	<b>315 616 947</b>	<b>293 688 882</b>	<b>368 944 862</b>	<b>349 597 552</b>	<b>358 985 597</b>	<b>332 365 502</b>

Les dépenses prévues de 327,4 millions de dollars pour 2018-2019 ont augmenté de 41,5 millions de dollars par rapport à l'année précédente, ce qui donne un total d'autorisations budgétaires disponibles de 368,9 millions de dollars. Cette augmentation était attribuable aux autorisations supplémentaires suivantes reçues au cours de l'exercice :

- 25,5 millions de dollars résultant de l'excédent des recouvrements liés au réinvestissement des contributions remboursables;
- 9,2 millions de dollars en fonds temporaires annoncés dans le budget de 2018 pour soutenir le Programme de croissance économique régionale par l'innovation;
- 3,2 millions de dollars en raison d'un report du budget opérationnel de 2017-2018;
- 3,1 millions de dollars provenant du ministère de la Défense nationale à l'appui d'un projet;
- 0,5 million de dollars liés aux rajustements relatifs à la rémunération.

Sur les autorisations totales de 368,9 millions de dollars en 2018-2019, les dépenses réelles se sont chiffrées à 349,6 millions de dollars. Cela s'est traduit par un excédent de 19,3 millions de dollars. De ce montant, 3,3 millions de dollars ont été reportés dans le budget opérationnel de l'Agence, 12,5 millions de dollars ont été reportés en raison de retards dans les projets et les contrats, 1,8 million de dollars ont été transférés à Ressources naturelles Canada pour des mesures d'intervention visant à prévenir la propagation de la tordeuse des bourgeons de l'épinette dans les forêts des provinces de l'Atlantique, et le solde restant n'a pas été utilisé.

## Ressources humaines réelles

### Sommaire des ressources humaines pour la responsabilité essentielle et les services internes (équivalents temps plein)

Responsabilité essentielle et services internes	Équivalents temps plein réels		Équivalents temps plein réels		Équivalents temps plein prévus		Équivalents temps plein prévus	
	2016	2017	2017	2018	2018	2019	2019	2020
Développement économique au Canada atlantique	387		376		391		378	381
<b>Total partiel</b>	<b>387</b>		<b>376</b>		<b>391</b>		<b>378</b>	<b>381</b>
Services internes	195		195		199		194	196
<b>Total</b>	<b>582</b>		<b>571</b>		<b>590</b>		<b>572</b>	<b>577</b>

Les niveaux de ressources humaines à l'APECA restent stables. Les fluctuations mineures qui se produisent reflètent le réalignement des ressources humaines pour soutenir les priorités et les projets. L'Agence continuera d'atteindre ses résultats en affectant ses ressources humaines de manière à soutenir au mieux ses priorités et ses programmes.

## Dépenses par crédit voté

Pour obtenir des renseignements sur les dépenses votées et les dépenses législatives de l'APECA, consulter les [Comptes publics du Canada de 2018-2019](#).<sup>iv</sup>

## Dépenses et activités du gouvernement du Canada

Des renseignements sur l'harmonisation des dépenses de l'APECA avec les activités et dépenses du gouvernement du Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#).<sup>v</sup>

## États financiers et faits saillants des états financiers

### États financiers

Les états financiers (non audités) de l'APECA pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019 se trouvent sur le [site Web de l'Agence](#).<sup>vi</sup>

### Faits saillants des états financiers

État condensé des opérations (non audité) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats prévus 2018 2019	Résultats réels 2018 2019	Résultats réels 2017 2018	Écart (résultats réels 2018 2019 moins résultats prévus 2018 2019)	Écart (résultats réels 2018 2019 moins résultats réels 2017 2018)
Total des charges	276 387 024	256 386 179	268 184 518	(20 000 845)	(11 798 339)
Total des revenus	19 351	23 177	0	3 826	23 177
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts</b>	<b>276 367 673</b>	<b>256 363 002</b>	<b>268 184 518</b>	<b>(20 004 671)</b>	<b>(11 821 516)</b>

Charges :

Le total des charges réelles s'est élevé à 256,4 millions de dollars pour l'exercice 2018-2019, soit une diminution de 11,8 millions de dollars (4,4 %) par rapport à l'exercice précédent.

Cette diminution est principalement attribuable à la décision de reporter certaines dépenses au financement complémentaire visant à promouvoir et à faire progresser une économie novatrice et axée sur le savoir au Canada atlantique (budget de 2017) à une année ultérieure en raison de retards dans les projets.

Sur un total de 256,4 millions de dollars, 228 millions (88,9 %) ont été affectés au développement économique du Canada atlantique et 28,4 millions (11,1 %) ont été consacrés aux services internes.



## État condensé de la situation financière (non audité) au 31 mars 2019 (en dollars)

Renseignements financiers	2018 2019	2017 2018	Écart (2018 2019 moins 2017 2018)
Total des passifs nets	60 894 073	59 580 983	1 313 090
Total des actifs financiers nets	55 472 270	53 250 345	2 221 925
<b>Dettes nettes du ministère</b>	<b>5 421 803.09</b>	<b>6 330 638</b>	<b>(908 835)</b>
Total des actifs non financiers	2 006 821.82	1 552 836	453 986
<b>Situation financière nette du ministère</b>	<b>(3 414 981.27)</b>	<b>(4 777 802)</b>	<b>1 362 821</b>

## Passif :

Le total des passifs nets s'élevait à 60,9 millions de dollars à la fin de l'exercice 2018-2019, ce qui représente une augmentation de 1,3 million de dollars (2,2 %) par rapport à l'exercice 2017-2018. Les passifs sont principalement composés de « créiteurs et charges à payer » (55,2 millions de dollars).

## Actifs :

Le total des actifs financiers nets s'élevait à 55,5 millions de dollars à la fin de l'exercice 2018-2019, ce qui correspond à une augmentation de 2,2 millions de dollars (4,2 %) par rapport au total de l'exercice précédent. Les actifs sont principalement constitués du « montant à recevoir du Trésor » (55 millions de dollars), qui sert à acquitter le passif de l'Agence.

Le total des actifs non financiers s'élevait à 2,0 millions de dollars à la fin de l'exercice 2018-2019, soit une augmentation de 0,5 million de dollars (29,2 %) par rapport au total de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux travaux en cours liés au système de gestion des programmes de subventions et de contributions.



## Renseignements supplémentaires

### Renseignements ministériels

#### Profil organisationnel

**Ministre de tutelle :**

L'honorable Navdeep Bains, C.P., député

**Administrateur général :**

Francis P. McGuire, président

**Portefeuille ministériel :**

Innovation, Sciences et Développement économique

**Instruments habilitants :**

Partie I de la *Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique*, L.R.C. (1985), ch. 41 (4<sup>e</sup> suppl.), aussi appelée *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*. Consulter le [site Web du ministère de la Justice du Canada](#)<sup>vii</sup> pour obtenir plus d'information.

**Année d'incorporation ou de création :**

1987

## Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités

L'information liée à la section « Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités » est accessible sur le [site Web de l'APECA](#).

Pour obtenir plus de renseignements sur les engagements organisationnels formulés dans la lettre de mandat du ministère, consulter la [lettre de mandat du ministre](#).

## Contexte opérationnel et risques principaux

L'information sur le contexte opérationnel et les risques principaux est accessible sur le [site Web de l'APECA](#).

## Cadre de présentation de rapports

Le Cadre ministériel des résultats et le Répertoire des programmes officiels de l'APECA de 2018-2019 sont illustrés ci-dessous.

<b>Cadre ministériel des résultats</b>	Responsabilité essentielle : Développement économique au Canada atlantique		<b>Services internes</b>
	Résultat ministériel : Les collectivités sont diversifiées sur le plan économique au Canada atlantique	Indicateur : Pourcentage de PME dont les propriétaires majoritaires sont des femmes, des Autochtones, des jeunes, des membres de minorités visibles et des personnes handicapées au Canada atlantique	
		Indicateur : Pourcentage de postes professionnels, scientifiques et technologiques dans l'économie du Canada atlantique	
		Indicateur : Effet de levier par dollar investi par l'APECA dans des projets communautaires	
	Résultat ministériel : Les entreprises investissent dans le développement et la commercialisation de technologies innovantes au Canada atlantique	Indicateur : Valeur des dépenses en recherche-développement (en dollars) des entreprises qui reçoivent des fonds par l'entremise des programmes de l'APECA	
		Indicateur : Pourcentage d'entreprises qui collaborent avec des établissements d'enseignement supérieur au Canada atlantique	
	Résultat ministériel : Les entreprises sont innovantes et en croissance au Canada atlantique	Indicateur : Nombre d'entreprises à forte croissance au Canada atlantique	
		Indicateur : Valeur des exportations de biens (en dollars) du Canada atlantique	
		Indicateur : Valeur des exportations de technologies propres (en dollars) du Canada atlantique	
		Indicateur : Taux de croissance du chiffre d'affaires des entreprises qui reçoivent du soutien par l'intermédiaire des programmes de l'APECA	
<b>Répertoire des programmes</b>	Programme : Collectivités inclusives		
	Programme : Collectivités diversifiées		
	Programme : Recherche-développement et commercialisation		
	Programme : Écosystème d'innovation		
	Programme : Croissance des entreprises		
	Programme : Commerce et investissement		
	Programme : Recherche stratégique et mobilisation		

## Renseignements connexes sur le Répertoire des programmes de l'APECA

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de l'APECA sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#).<sup>viii</sup>

## Tableaux de renseignements supplémentaires

Les renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le [site Web de l'APECA](#).

- Stratégie ministérielle de développement durable<sup>ix</sup>
- Renseignements sur les programmes de paiements de transfert de 5 millions de dollars ou plus<sup>x</sup>
- Analyse comparative entre les sexes plus<sup>xi</sup>
- Réponses aux comités parlementaires et aux audits externes<sup>xii</sup>

## Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#).<sup>xiii</sup> Ce rapport donne aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les descriptions, les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes des dépenses fédérales connexes. Les mesures fiscales présentées dans ce rapport relèvent du ministre des Finances.

## Coordonnées de l'organisation

Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Case postale 6051  
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 9J8  
Adresse de messagerie :  
644, rue Main  
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 1E2

Renseignements généraux : 506-851-2271  
Sans frais (au Canada et aux États-Unis) : 1-800-561-7862  
Télécopieur : 506-851-7403  
Télécopieur sécurisé : 506-857-1301  
ATS : 1-877-456-6500  
Accès à l'information et protection des renseignements personnels : 506-851-2271  
<https://www.canada.ca/fr/promotion-economique-canada-atlantique.html>

## Annexe : définitions

### **analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) (gender-based analysis plus [GBA+])**

Approche analytique qui sert à évaluer les répercussions potentielles des politiques, des programmes et des initiatives sur les femmes, les hommes et les personnes de divers genres. Le « plus » dans ACS+ met en relief le fait que l'analyse va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre). L'identité de chacun est déterminée par de multiples facteurs qui se recoupent; l'ACS+ tient compte de ces facteurs, qui incluent la race, l'ethnicité, la religion, l'âge ainsi que les déficiences physiques et intellectuelles.

### **cadre ministériel des résultats (Departmental Results Framework)**

Comprend les responsabilités essentielles, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel.

### **cible (target)**

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

### **crédit (appropriation)**

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

### **dépenses budgétaires (budgetary expenditures)**

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

### **dépenses législatives (statutory expenditures)**

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

### **dépenses non budgétaires (non budgetary expenditures)**

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

### **dépenses prévues (planned spending)**

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

### **dépenses votées (voted expenditures)**

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

**équivalent temps plein (full time equivalent)**

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés par un rapport entre les heures de travail assignées et les heures de travail prévues. Les heures normales sont établies dans les conventions collectives.

**expérimentation (experimentation)**

Activités visant à étudier, mettre à l'essai et comparer les effets et les répercussions de politiques, d'interventions et d'approches pour savoir ce qui fonctionne et ne fonctionne pas, et à étayer la prise de décision sur des éléments probants.

**indicateur de rendement (performance indicator)**

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

**indicateur de résultat ministériel (Departmental Result Indicator)**

Facteur ou variable qui présente une façon valide et fiable de mesurer ou de décrire les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

**initiative horizontale (horizontal initiative)**

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

**plan (plan)**

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

**plan ministériel (Departmental Plan)**

Exposé des plans et du rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires. Les plans ministériels couvrent une période de trois ans et sont présentés au Parlement au printemps.

**priorité (priority)**

Plan ou projet qu'une organisation a choisi de cibler et dont elle rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être fait en premier pour appuyer la réalisation du ou des résultats stratégiques souhaités.

**priorités pangouvernementales (government-wide priorities)**

Aux fins du Rapport sur les résultats ministériels 2018-2019, les thèmes de haut niveau qui présentent le programme du gouvernement issu du discours du Trône de 2015 (c'est-à-dire la croissance de la classe moyenne, un gouvernement ouvert et transparent, un environnement sain



et une économie forte, la diversité en tant que force du Canada, ainsi que la sécurité et les possibilités).

**production de rapports sur le rendement (performance reporting)**

Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants.

La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

**programme (Program)**

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein du ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

**rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)**

Rapport d'un ministère recevant des crédits parlementaires qui présente les réalisations réelles par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

**rendement (performance)**

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

**responsabilité essentielle (Core Responsibility)**

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

**résultat (result)**

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

**résultat ministériel (Departmental Result)**

Changements sur lesquels les ministères veulent exercer une influence. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats des programmes.

**résultat stratégique (Strategic Outcome)**

Avantage durable et à long terme pour les Canadiens qui est rattaché au mandat, à la vision et aux fonctions de base d'une organisation.



## Notes en fin d'ouvrage

---

- <sup>i</sup> Agence de promotion économique du Canada atlantique, <https://www.canada.ca/fr/promotion-economique-canada-atlantique/organisation/transparence/apecca-cci-eval-2019.html>
- <sup>ii</sup> Stratégie de croissance pour l'Atlantique – Rapport de l'année 2 : Mise à jour à l'intention des Canadiens de l'Atlantique, <http://www.acoa-apecca.gc.ca/ags-sca/fra/miseajourstrategie-fr.html>
- <sup>iii</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- <sup>iv</sup> Comptes publics du Canada de 2018-2019, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html>
- <sup>v</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- <sup>vi</sup> États financiers de 2018-2019 de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, <https://www.canada.ca/fr/promotion-economique-canada-atlantique/organisation/transparence/rrm-2018-2019-etats-fin.html>
- <sup>vii</sup> Gouvernement du Canada, site Web de la législation (Justice), <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/G-5.7/page-1.html>
- <sup>viii</sup> InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- <sup>ix</sup> Agence de promotion économique du Canada atlantique, <https://www.canada.ca/fr/promotion-economique-canada-atlantique/organisation/transparence/rrm-2018-2019-smdd.html>
- <sup>x</sup> Agence de promotion économique du Canada atlantique, <https://www.canada.ca/fr/promotion-economique-canada-atlantique/organisation/transparence/rrm-2018-2019-ppt.html>
- <sup>xi</sup> Agence de promotion économique du Canada atlantique, <https://www.canada.ca/fr/promotion-economique-canada-atlantique/organisation/transparence/rrm-2018-2019-acsc.html>
- <sup>xii</sup> Agence de promotion économique du Canada atlantique, <https://www.canada.ca/fr/promotion-economique-canada-atlantique/organisation/transparence/rrm-2018-2019-rcpae.html>
- <sup>xiii</sup> Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <https://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp>